

FEUX DE FORÊT

Le plan Orsec déclenché à El-Tarf

Selon le conservateur des forêts de la wilaya d'El-Tarf, «le plan Orsec (Organisation des secours) a été déclenché dans la wilaya d'El-Tarf, et ce, suite à la multiplication des incendies qui ont touché 17 communes sur les 24 que compte la wilaya. Ce plan implique la participation d'une multitude de secteurs et d'entreprises étatiques et privées dans la lutte anti-incendies et la prise en charge des citoyens touchés par les feux».

Et d'ajouter qu'«au jour d'aujourd'hui, nous sommes, en concertation et collaboration étroite avec les services de la Protection civile, arrivés à circonscrire et éteindre tous les feux. Nous avons un premier bilan provisoire qui fait état de 1 725 hectares de couvert végétal ravagé par les incendies dont 750 ha de forêts et le reste est composé de maquis et de broussailles. Ce sont 192 feux qui ont été déclenchés dans la wilaya depuis le 1^{er} juin, avec une prépondérance au niveau des communes fronta-

lières dont Zitouna, Bougous, Souarrek, Layoune et Aïn-El-Assel. Nous avons enregistré des pertes écologiques inestimables de forêts, respectivement de chênes-lièges, d'eucalyptus et de pins maritimes. Dans une dizaine de jours, nous établirons avec exactitude le montant financier des dégâts. De leur côté, les services agricoles sont à pied d'œuvre pour recenser les dégâts matériels qui ont touché les biens des fellahs afin de les présenter à la commission de wilaya des indemnisations».

Notre interlocuteur indiquera cependant que «la Conservation des forêts vise maintenant à mettre en place une stratégie complète et exhaustive pour la reconstitution du couvert végétal perdu par l'effet des feux. Pour ce faire, nous comptons lancer, entre autres et dans l'urgence, des travaux d'assainissement des forêts calcinées, des travaux sylvicoles, l'ouverture et l'aménagement de pistes et de tranchées par feu, la réalisation d'autres postes de vigie et, enfin, nous sollicitons des pouvoirs publics la levée du gel touchant le programme de 2014 afin de parvenir à juguler les insuffisances enregistrées sur le terrain en DFCI (Défense des forêts contre les incendies)».

Il est à noter que la Protection civile a mobilisé de gros moyens humains et matériels composés de 1 000 agents et plus de 80



Photo : DR

1 725 hectares de couvert végétal ravagés par les incendies.

engins, et ce, pour venir à bout de cette série macabre des feux de forêt engendrés dans beaucoup de cas par des mains criminelles. Reste que la canicule est persis-

tante dans la wilaya et que les incendies sont potentiellement dans une trêve qui ne serait que d'une courte durée à moins que...

Daoud Allam

PÉTROLE

Le marché attend l'issue de la réunion d'Abou-Dhabi

Les prix du pétrole ont reculé hier aussi bien en cours d'échanges européens que newyorkais, en attendant l'issue de la réunion d'Abou-Dhabi où les producteurs Opep et non-Opep discutent du respect des quotas fixés fin 2016.

Hier vers 10h GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,65 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 77 cents par rapport à la clôture de vendredi. Vers 13h15 GMT, le cours du baril de Light Sweet Crude, référence américaine du brut, perdait 56 cents à 49,02 dollars sur le contrat pour livraison en septembre au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Les investisseurs préfèrent attendre de voir ce qui va se passer à la réunion de l'Opep. Les grands producteurs vont vouloir imposer le respect des objectifs», a estimé David Madden, analyste chez CMC Markets.

En effet, beaucoup de signataires de l'accord sur la limitation de l'offre ne respectaient pas leurs engagements, ce qui s'est traduit par une baisse des prix qui peinent à s'installer au-dessus des 50 dollars. Les producteurs devraient ainsi avoir une explication franche lors de cette réunion de Abou-Dhabi d'autant que les gros producteurs, l'Arabie Saoudite et la Russie, tiennent à cet accord. Ceci au moment où la production de certains pays est remontée au-delà des objectifs fixés fin 2016 et qui engagent les producteurs jusqu'au mois de mars 2018.

Le marché est resté donc suspendu à l'issue de cette réunion qui devrait clarifier, dès aujourd'hui, la position de chacun des signataires de l'accord et permet aux investisseurs de voir plus clair. Même si rien de fondamentalement nouveau ne risque de sortir de cette réunion. «S'ils doivent bien discuter du respect des quotas, rien de fondamentalement nouveau ne devrait sortir de cette rencontre», a estimé Matt Smith de Clipper Data. A moins, bien sûr, que les producteurs ne décident d'une nouvelle réduction de leur offre. C'est ce qui explique, peut-être, la prudence des investisseurs qui gardent également un œil sur le décompte des puits actifs aux Etats-Unis. «Sur les quatre dernières semaines, le nombre de puits actifs a augmenté de seulement deux puits, contre une augmentation de 22 puits les quatre semaines précédentes. Le rebond récent des prix pourrait cependant faire repartir la production», ont commenté les analystes de Commerzbank. Il convient, enfin, de rappeler que l'Opep et d'autres producteurs se sont alliés fin 2016, pour limiter leur production et permettre au marché de retrouver l'équilibre.

L. H.

MONT BOUGANTAS (ANNABA)

70 heures de lutte acharnée pour éteindre le feu

Il a fallu près de 70 heures aux pompiers, aidés par les éléments des services forestiers et la population, pour arriver à bout de l'important brasier qui s'est déclaré jeudi dernier du côté du mont Bougantas, sur les hauteurs de la ville d'Annaba.

Pendant trois jours, l'air était irrespirable dans la ville du fait de la grande canicule aidée par la chaleur des incendies. Selon le responsable de la cellule de communication de la Protection civile d'Annaba, le commandant Abdelhamid Belhouichi, le départ du feu a été signalé en milieu d'après-midi du jeudi 3 août, dans cette zone escarpée et fortement boisée.

La mise en place des moyens matériels et humains de lutte contre le feu n'a pas tardé à se faire sur le lieu du sinistre. Et pour cause, selon la même source, cette zone est limitrophe du parc de loisirs de Sidi-Achour et renferme également treize habitations et une dizaine d'étables abritant un important cheptel constitué de 500 moutons et 100 vaches.

Les moyens mobilisés par la Protection civile étaient conséquents. Il s'agit de 8 camions de lutte contre les incendies dont trois de gros tonnage avec citerne de 6 000 litres, un officier, deux sous-officiers et 20 sapeurs-pompiers. Et ce n'est que dans l'après-midi du dimanche 6 août que le dernier foyer d'incendie a été maîtrisé et totalement éteint.

La célérité de l'intervention des soldats du feu, rejoints par une colonne mobile comprenant deux camions-citernes et 6 pompiers, a pu venir à bout de ce brasier. Du fait de la présence continue des hommes de la Protection civile et des forêts bravant les flammes durant trois jours sur les lieux de l'incendie, on n'a, heureusement, déploré aucune victime humaine ni perte parmi le cheptel. Mais le couvert végétal de la forêt de Bougantas a pris un sérieux coup.

Ainsi, on a recensé quelque 7,5 hectares d'arbres de diverses essences dont une majorité d'eucalyptus et de chênes-lièges, ainsi que de maquis complètement calcinés par les flammes.

A. Bouacha

ALGÉRIENNE DES EAUX

29 milliards de dinars de créances impayées par les ménages

Le montant des factures impayées par les ménages abonnés de l'Algérienne des eaux (ADE) est estimé à 29 milliards de dinars, a indiqué le directeur chargé de l'alimentation en eau potable auprès du ministère des Ressources en eau, Smaïl Amirouche, dans un entretien accordé à l'APS.

Ce qui représente plus de 63% du montant global des créances impayées par l'ensemble des clients de cette entreprise, qui est estimé à 46 milliards de dinars.

Le reste des créances est détenu sur les administrations dont essentiellement les collectivités locales pour un montant de 13 milliards de dinars, alors que le reste (4 milliards de dinars)

représente les impayés de divers créanciers.

Les créances de l'ADE envers ses clients connaissent une augmentation continue, relève le même responsable qui souligne que cette situation affecte la santé financière et le bon fonctionnement de cette société dont essentiellement les opérations d'équipement et de maintenance (remplacement des

pompes, réparation des fuites...).

Qui plus est le manque de ressources financières s'est traduit par la difficulté de l'ADE à honorer ses dettes envers Sonelgaz qui sont de 3 milliards de dinars.

C'est dans ce sens que la question des créances impayées a été souvent soulevée par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, avec les cadres centraux et locaux de l'ADE et de SEAAL (Alger), SEOR (Oran) et SEACO (Constantine).

Selon M. Amirouche, outre les mises en demeure adressées aux débiteurs, une campagne de sensibili-

sation a été lancée tandis que les recours en justice peuvent intervenir en dernière étape, et ce, particulièrement pour les grands créanciers.

Pour le cas des communes «mauvais payeurs», M. Amirouche explique que certaines d'entre elles justifient le non-paiement par des difficultés financières.

Par ailleurs, il a évoqué la mise en place d'un dispositif pour la généralisation du comptage et l'élimination graduelle du système forfaitaire de facturation, avançant qu'avec le système forfaitaire, le volume d'eau consommé n'est pas quantifié.

APS